



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, le 22 avril 2019 à Kinshasa

La deuxième conférence de presse de l'année 2019 de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, était modérée par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous. Soyez les bienvenus dans cette conférence de presse spéciale des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Il s'agit en effet d'une rencontre entre la presse et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et cheffe de la MONUSCO, Mme Leila Zerrougui, à l'occasion notamment de l'adoption d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le mandat de notre mission.

Avant de lui donner la parole, je souhaiterais vous donner quelques informations sur le déroulé de cette conférence.

Nous sommes ensemble pour une heure environ. Mme Zerrougui va tout d'abord partager avec vous quelques remarques puis ce sera la session des questions et des réponses. Nous sommes tous prêts, à Kinshasa, à Goma mais aussi à Bukavu que nous saluons.

Madame la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et cheffe de la MONUSCO, la parole est à vous.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] : Merci beaucoup. Permettez-moi de commencer par l'incident qui nous a choqués. Personnellement, je peux le dire et le répéter, j'ai été choquée d'apprendre qu'on vient d'exécuter un médecin qui soigne, qui vient de loin.

On a passé un temps terrible pour informer sa famille. C'est un médecin qui vient soigner les malades contre une maladie dangereuse.

Je saisis encore cette opportunité pour présenter mes condoléances à sa famille. Je saisis cette opportunité aussi pour souhaiter un prompt rétablissement aux deux blessés [dont] un médecin congolais aussi qui a été blessé dans cette attaque et le chauffeur qui a été aussi blessé.

Je voudrais également dire que ce genre d'incident est vraiment inacceptable parce qu'on n'a pas le droit de faire cela. [Il n'y a] aucune légitimité pour aller attaquer des gens qui étaient réunis, des

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

infirmiers, des gens qui apportent le soulagement à des populations qui sont affectées par une maladie qui est quand même très dangereuse, qui a déjà tué plus de 800 personnes, on a dépassé les 1 200 cas. Donc, je voudrais souligner que c'est vraiment quelque chose qui m'a personnellement affectée, pas seulement en tant que cheffe de la Mission mais en tant que personne.

Je voudrais néanmoins réaffirmer que les Nations Unies continueront à apporter le soutien à la population et qu'on continuera à apporter la réponse contre Ebola dans les zones qui sont affectées. Je veux rassurer les populations affectées. Il y a eu une réaction extrêmement positive de la part de la population, de la société civile mais aussi des autorités.

Comme vous le savez, le président de la République était dans le Nord-Kivu. Il a appelé tout le monde à collaborer avec la riposte. On a beaucoup de problèmes à gérer contre cette maladie avec, je dois dire, un travail extraordinaire du Gouvernement, du Ministère de la santé, de vos propres experts. Parce que si la maladie est restée contenue, c'est parce qu'il y a eu un effort formidable qui s'est fait pour ne pas se retrouver avec une crise qui traverse les frontières ou qui va dans d'autres villes.

Deuxième chose que je voudrais aussi souligner dans ce contexte, c'est bien évidemment, la nouvelle résolution, la 2463 qui a été adoptée le 30 mars par le Conseil de sécurité, qui prolonge le mandat de la MONUSCO pour neuf mois. Alors, qu'est-ce que nous apporte cette résolution ? Peut-être vous allez vous poser la question pourquoi 9 mois ? C'est juste parce qu'il y a une revue stratégique pour définir quelles seront les priorités de la MONUSCO pour l'année d'après lorsque le mandat sera examiné en décembre.

Cette période, c'est une période aussi pour laisser le temps aux autorités de préparer, de finaliser le processus d'installation des institutions, les priorités, et donc, de permettre au Conseil de sécurité, après une revue stratégique qui sera menée avec les autorités, pour nous permettre de nous focaliser sur les questions essentielles pour stabiliser le pays en attendant bien évidemment le retrait de la MONUSCO, lorsque le Conseil de sécurité estimera que la situation ne présente plus une menace internationale pour la paix et la sécurité.

Qu'est-ce qu'on retient de cette résolution ? On retient un, qu'après des élections qui se sont déroulées pacifiquement, la question des élections est retirée du mandat, elle n'existe plus. Elle était au cœur de la 2409, aujourd'hui on n'a rien sur les élections, sauf de féliciter les autorités, de rappeler la nécessité de préparer cette transition pacifique, etc.

La deuxième chose que la résolution a réaffirmée, c'est la première priorité de la MONUSCO, c'est-à-dire la protection des civils. Première priorité toujours, nous devons utiliser nos moyens et nos capacités, d'abord et avant tout pour protéger les civils.

Quand on dit la résolution a clarifié, qu'est-ce que cela veut dire protéger des civils ? Parce qu'on a toujours tendance à croire que protéger les civils, c'est aller faire la guerre. Et c'est donc une responsabilité uniquement des militaires. En réalité, ce n'est pas l'objectif. Nous sommes dans un pays

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

où [il y a] des problèmes. Dans les situations où on a des problèmes il faut chercher les causes profondes, il faut toujours essayer de voir ce qu'on peut faire en tant que mission globale, en tant que gouvernement ensemble. Si ce sont des problèmes entre communautés, comment on peut régler cela ? On ne va pas finir une communauté pour laisser l'autre, ce n'est pas un problème de guerre. La guerre, c'est quand on a affaire à des gens comme l'ADF, quand on a affaire à des gens ou menaces extérieurs, ça oui. Mais quand on a des problèmes internes, il faut aussi voir ce qu'on peut faire ensemble, [avoir] une vision globale pour nous permettre d'identifier les causes profondes et d'avancer. Le militaire peut mettre la pression, le militaire peut ouvrir des espaces, le militaire peut nous aider à avancer dans des zones où on ne peut pas aller seuls. Donc, c'est cela je pense qui a été explicité.

La deuxième chose importante, c'est le rôle de la Brigade d'intervention (FIB) en tant que brigade d'intervention qui a un mandat offensif, qui doit appuyer les FARDC dans le cadre de la lutte contre les groupes armés, particulièrement, dans la zone où ils sont déployés, c'est-à-dire dans la zone de Beni. La première menace, comme vous le savez là-bas, c'est l'ADF mais il y a aussi d'autres groupes [armés] là-bas.

Ce sont un peu des rappels puisque ce sont des choses qui ont toujours existé dans notre mandat et nous allons continuer à le faire. Ce qui est nouveau par contre, c'est cette focalisation aujourd'hui en préparation de la revue stratégique, c'est la stabilisation, c'est le renforcement des institutions, le rôle qu'on doit jouer pour appuyer la mise en place des institutions, le renforcement, l'appui technique, les bons offices pour créer un environnement ouvert, un environnement qui permet de dépasser les clivages, les difficultés et d'avancer là où on peut faire quelque chose.

La résolution a également souligné les aspects sur lesquels on peut faire quelque chose. Alors, bien sûr, comme j'ai dit tout ce qui est protection des civils, lutte contre les groupes armés, mais aussi sur la stabilisation, la réforme du secteur de sécurité ou soutien à la réforme du secteur de sécurité [SSR], parce qu'il faudrait que ce soit clair. Ce n'est pas nous qui reformons le secteur de sécurité d'un pays. Nous apportons un appui, c'est le Gouvernement, ce sont les institutions de la République qui vont définir [les lignes]. Notre rôle, c'est d'apporter un appui technique, c'est de pouvoir les assister, c'est de pouvoir les aider,

Donc, c'est cela. Parce que parfois l'expression SSR est interprété comme si ce sont les Nations Unies qui vont venir reformer l'armée d'un pays, ou la police d'un pays, ce n'est pas le cas. Notre rôle, c'est justement d'aider à construire des services de sécurité avec la dimension humaine.

Dans son pays, on intervient pour protéger les droits de l'homme, pour protéger les civils, pour régler les problèmes. On ne va pas à la guerre. A la guerre, c'est l'ennemi extérieur, mais à l'interne, les services doivent avoir cette dimension-là. Nous allons travailler avec les autorités, il y a une ouverture totale pour qu'on puisse travailler ensemble.

La deuxième chose importante, je pense, c'est la dimension du DDR [Démobilisation, Désarmement et réinsertion], parce que nous avons cette opportunité extraordinaire, on a les groupes qui sont en train

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

de déposer les armes. On a les groupes qui ont manifesté l'intérêt à le faire et ce n'est pas uniquement dans un endroit, on a le Kasai avec les Kamuina Nsapu, on a les Twa dans le Tanganyika, on a le FRPI dans l'Ituri, on a des groupes dans le Sud et le Nord-Kivu. Et donc, ces choses-là sont tellement importantes et ce sont des questions qui n'attendent pas beaucoup. Nous devons vraiment rapidement agir pour gérer cette situation. J'en ai parlé plusieurs fois avec le Président de la République. Nous avons maintenant au moins des interlocuteurs identifiés du côté du Gouvernement.

Le Gouvernement a nommé le coordonnateur chargé de l'Accord-cadre pour la région des Grands Lacs. Il a aussi nommé un responsable, au début on a dit, point focal mais apparemment le Président veut le nommer comme responsable du DDR. Donc, nous allons pouvoir travailler ensemble et c'est inscrit dans la résolution.

Nous avons saisi l'opportunité en ce qui concerne cette question, nous avons saisi l'opportunité de la première visite de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs sur la question de l'Accord-cadre, de pouvoir coordonner ensemble, de discuter sur les priorités de la RDC, ce que la RDC veut faire.

Vous savez qu'il est venu en premier ici. C'était la première visite de terrain après avoir pris ses fonctions. Nous l'avons sollicité de commencer par la RDC, il est venu. Il a rencontré le Président de la République, mais [ce qui est] très important, nous nous sommes rencontrés ici avec tous les ambassadeurs, les membres du Conseil de sécurité plus les membres de la région.

Une autre réunion avec les pays concernés par l'Accord-cadre et le représentant du Gouvernement et l'Envoyé spécial ensemble, ils ont briefé les ambassadeurs sur la façon avec laquelle la RDC veut mener cette action.

Je pense que c'était une initiative extrêmement positive. La RDC l'a appréciée mais aussi les membres du Conseil de sécurité présents qui se sont entretenus, qui ont écouté le Coordonnateur du Gouvernement. Ils ont apprécié cela.

Pendant cette période, j'ai aussi eu le privilège de briefier le G7. Comme vous le savez, le G7, c'est le groupe des sept pays les plus industrialisés du monde. Il s'agit des Etats-Unis, du Canada, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon qui se sont réunis en France, en Bretagne et ils m'ont invitée pour parler d'une thématique importante, c'est « les femmes, la paix et la sécurité ».

Et donc, j'étais la seule la seule Représentante du Secrétaire général des Nations Unies qui dirige une Mission à parler de cette problématique dans des zones de conflits. Qu'est-ce qu'on est en train de faire, qu'est-ce qu'on fait en RDC ? Mais d'une manière générale, qu'est-ce que le Peacekeeping [Maintien de la paix] fait pour protéger les femmes, mais aussi parce que les femmes sont actrices et elles agissent. Et qu'est-ce qu'elles font et qu'est-ce qu'elles apportent et comment on peut continuer à appuyer leur rôle ? Parce que moi, je n'arrête pas de le dire, c'est important d'impliquer les femmes. Dans cette région, Les femmes travaillent, elles sont dans les marchés, elles sont dans la rue, elles sont

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

impliquées, elles vivent les conflits. Et j'ai plaidé tout cela. On attend maintenant, parce qu'une déclaration a été adoptée, Florence peut la partager avec vous si vous le souhaitez [voir en pièce jointe].

Et on attend la mise en œuvre, comment le G7 va mettre en œuvre pour apporter l'appui dans le cadre de l'égalité, la parité entre les hommes et les femmes, mais aussi l'implication des femmes, le processus politique, le processus de développement et la protection bien évidemment des civils.

Je voudrais évoquer une dernière question avant peut-être de vous laisser me poser les questions. C'est, comme vous le savez, on a la résolution qui a été adoptée, mais on est aussi dans le processus de l'adoption de notre budget pour 2019-2020 qui va commencer à partir du 1^{er} juillet 2019.

Le processus est en train d'être discuté au niveau des organes législatifs qui régissent la MONUSCO. Il y a dans la proposition qui a été présentée, à la demande de New York et validée à New York, des coupes qui vont affecter la Mission. Nous nous préparons pour cela. Pour ne pas se retrouver dans une situation de précipitation le jour où le budget est adopté. On attend, on se prépare dans le cadre de ce qui est proposé aujourd'hui et on voit comment les organes législatifs c'est-à-dire [ceux] qui vont adopter dans les prochains jours, et après la confirmation par la 5^e Commission [de l'Assemblée générale de l'ONU]. C'est un travail aussi qui nous prend beaucoup de temps, qui nous amène à travailler avec les syndicats des personnels nationaux et internationaux.

Comme vous le savez, les Nations Unies d'une façon générale sont affectées par les coupes budgétaires. Et le Peacekeeping est aussi affecté. La MONUSCO ne peut pas y échapper parce que c'est général. Il y a une réduction de la part de nos bailleurs, une réduction des fonds mis à la disposition des opérations de maintien de la paix.

Vous avez peut-être appris par exemple que la Mission en Haïti ferme en octobre [2019]. Pour le Darfour, il est prévu qu'il ferme l'année prochaine. Donc, il y a des réductions sérieuses qui affectent [tout le monde], donc nous aussi on sera affecté. L'année dernière, par exemple, on avait proposé un budget qui était déjà coupé. Et la Commission a encore coupé plus, elle nous a coupé encore, on s'est retrouvé à 43 millions de dollars de déficit sur ce qu'on avait proposé.

C'est une réalité et on doit vivre avec, essayer de faire de notre mieux pour que ce processus soit transparent, soit équitable et le moins douloureux possible si on peut trouver des options pour nos staffs dans le futur. Voilà ce que j'ai à vous dire et je suis là pour vous écouter, bien évidemment.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Madame, pour ces propos liminaires. Nous allons commencer par Bukavu qui, pour la première fois, nous rejoint dans cette conférence de presse.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 1

Janvier Barayiga/ Hope Channel TV (Bukavu) : Madame Zerrougui a commencé par s'indigner de la mort du Docteur au niveau de Beni, ce n'est qu'une seule personne. Mais durant tout son discours, elle n'a même pas pensé au naufrage qu'a connu le Sud-Kivu. Est-ce que cette question importe peu pour la MONUSCO ou comment ?

Deuxièmement, il y avait des drones pour la MONUSCO. A un moment, ils ont alerté sur des naufrages sur le lac Kivu, mais aujourd'hui on ne [voit] plus ces drones, on ne sait pas si la MONUSCO a essayé un peu de retirer les drones qui [opéraient] mais depuis Goma, qui [volait] même sur le lac Kivu. Mais aujourd'hui, on ne sait plus où sont ces drones qui surveillaient les mouvements sur le lac et consorts.

Troisièmement, j'ai une question de curiosité. Madame a salué le processus électoral et dit que la MONUSCO se retire mais enfin, ma question est de saluer un processus électoral mais ne pas négocier [pour la levée] des sanctions du Trésor américain à l'encontre de Nangaa et les siens ? C'est comment ? Y a-t-il des efforts du côté de la MONUSCO quant à ce ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :
Excusez-moi. Je m'excuse sincèrement parce qu'effectivement il y a eu un accident où un grand nombre de personnes, 153, je crois qui ont été tuées dans cet accident. Je m'excuse de n'avoir pas inclus cela dans mon message.

J'étais beaucoup plus concentrée sur les questions sécuritaires, les attaques subies mais c'est un drame pour toute la population. C'est un drame, j'en ai parlé avec le Président [et] lui-même a décidé de prendre des mesures par rapport à ces bateaux de fortune, qui ne sont pas contrôlés parce qu'on a beaucoup de monde qui montent sur quelque chose qui ne peut pas en supporter le poids. Et donc, c'est effectivement un drame, je m'excuse et je présente mes condoléances à tout le monde.

C'est quelque chose sur lequel il faudrait se pencher, je pense que le Gouvernement est conscient, du moins le Gouvernement n'est pas encore installé, mais le Président en a parlé dans la rencontre que nous avons eue avec lui, à son retour je pense qu'il a eu un geste très fort pour présenter ses condoléances aux victimes.

Sur la question que vous avez posée sur les drones, je ne suis pas au courant qu'ils étaient mêlés à ce genre d'activités. Je crois que les drones assuraient l'information sur le plan sécuritaire. C'était cela leur mission. Je ne sais pas s'ils ont été [re]déployés ailleurs. Je vais vérifier cette question. Florence va vous répondre.

Je sais que nous avons des priorités dans des zones où il y a des groupes armés qui menacent la zone, particulièrement je pense à l'ADF et je pense à ce qui se passe dans cette région.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Je sais aussi que nos militaires sont en train d'organiser leurs déploiements en fonction des menaces. Bien évidemment, en tant que mission de maintien de la paix, notre rôle, c'est essayer d'apporter une contribution là où il y a [des] menaces à la paix et à la sécurité, c'est pour cela peut-être que les drones ont été déployés ailleurs. Je vais vérifier cette question.

D'abord je n'ai pas dit que la Mission se retire, j'ai parlé d'un processus. J'ai dit que nous avons un processus avec une revue stratégique qui va définir quelles sont les priorités du Gouvernement congolais et nous-mêmes.

Nous verrons ce que le Conseil décidera en décembre 2019 pour le prochain [mandat] de la MONUSCO. Je n'ai ni le mandat, ni la compétence pour dire qu'on va se retirer. Ce n'est pas moi qui décide, c'est le Conseil de sécurité. C'est uniquement le Conseil qui peut décider de cela et il faut qu'il y ait des conditions favorables à cette décision.

Nous allons travailler avec les autorités pour identifier les priorités et identifier combien de temps il faut pour les faire avancer. C'est un travail que nous ferons avec les autorités.

En ce qui concerne les sanctions, ce sont des sanctions prises par un gouvernement et c'est ce gouvernement qui décidera quand il retirera ou pas ces sanctions. Nous, on peut être impliqué et même dans le processus des sanctions des Nations Unies, il y a un processus, il y a des mécanismes qui travaillent avec le Conseil de sécurité, nous pouvons apporter une contribution, nous pouvons informer quand des personnes se comportent mieux, quand des décisions sont [prises au niveau national. Mais [quand] les décisions sont prises par des gouvernements au niveau interne, nous n'avons pas de mandat pour leur dire « levez vos sanctions ou pas », c'est du bilatéral entre le Gouvernement congolais et ce pays.

Question 2

Mathy Musau/ Forum des As : Mme Leila Zerrougui, vous avez parlé de la nouveauté, si je peux le dire ainsi, dans la résolution 2463 qui est la stabilisation et le renforcement des institutions. Comment cela va se passer sur le terrain, vous allez renforcer quoi exactement ?

Question 3

Mamytha Bangulu/ RTNC : Mme Zerrougui, la semaine dernière à Beni, le Président de la République avait lancé un appel aux troupes rebelles qui sèment la mort de ce côté. Je voudrais savoir ce que vous pensez y faire en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] : D'abord en ce qui concerne l'appel du Président, nous le soutenons, nous faisons la même chose, nous travaillons sur le terrain. Nous-mêmes, on essaie de sensibiliser les groupes armés. Le DDR travaille sur cela. Nous utilisons, par exemple, la section sur les enfants et les groupes armés pour commencer : donnez-nous les enfants en attendant d'avoir d'autres possibilités de désarmer, c'est quelque chose qui

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

est nécessaire, c'est pour cela j'ai parlé au début du DDR qui est dans la résolution. Parce que si on a des gens qui veulent déposer les armes, il faut commencer par ces gens, il faut essayer de les démobiliser, les désarmer.

Moi, j'encourage, je répète, je dis : ces gens doivent être intégrés dans leurs communautés. Il ne faut pas intégrer encore des groupes armés dans l'Armée. Il faut que les groupes armés s'intègrent dans les communautés. Pour ce faire, il faut des programmes communautaires parce qu'il ne faut pas aussi récompenser ceux qui prennent les armes. Il faut récompenser les populations et les intégrer au sein des populations. Donc, nous travaillons pour cela. Nous voulons une vision stratégique, une vision qui permet la stabilité à long terme.

Il faut tirer les conclusions de précédentes actions qui n'ont pas réglé les problèmes. Et bien évidemment, ce n'est pas nous qui décidons, c'est le Gouvernement. Nous essayons de conseiller et d'aider, d'apporter le soutien, d'encourager les bailleurs à venir avec des programmes qui permettent ce genre de réinsertion.

Il y a aussi des réformes à mener, au niveau par exemple de l'accès à la terre, de l'utilisation de la terre, de la stabilisation des communautés sur des terres qui leur permettent aussi de pouvoir cultiver leurs terres ou faire de l'élevage, etc., parce que ce sont aussi des activités structurantes et stabilisatrices. Donc, il y a beaucoup de choses qu'on peut faire ensemble.

Vous avez dit la stabilisation, c'est un peu cela la stabilisation. C'est travailler d'abord sur les causes profondes du conflit, les identifier. Vous avez un groupe armé qui n'a pas de revendications politiques mais économiques. La réponse, elle, doit être économique. Vous avez un groupe armé qui représente soi-disant une communauté en conflit avec une autre communauté, il faut voir comment on gère ce conflit entre les deux communautés, on y travaille.

Lorsque vous avez des groupes qui sont beaucoup plus vicieux, des délinquants, des gens impliqués dans le trafic des mines, ça, c'est d'autres mesures qu'il faut prendre. Mais il y a des groupes qu'on peut gérer si on arrive à proposer des programmes structurants et aider à régler les problèmes au sein des communautés.

Personnellement, je pense que dans le Tanganyika, dans le Kasai et même dans l'Ituri, on peut aller vite si on a une vision et des programmes structurants.

Dans le Kivu, c'est beaucoup plus complexe, on peut travailler aussi pour sortir, comme on dit, le [bon] grain de l'ivraie et on essaie d'avancer pour stabiliser. Il y a toute une stratégie, comme le Gouvernement nous a annoncé quand le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba [Claude Ibalanky] est venu. Je la trouve structurée, intelligente et nous sommes là pour l'appuyer.

Donc, la stabilisation, c'est quoi ? Moi, personnellement je considère que c'est d'abord renforcer les fonctions régaliennes de l'Etat. L'Etat c'est quoi ? C'est la justice, c'est la police, c'est l'armée, c'est la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

collecte des impôts. L'Etat, c'est de régler les conflits entre les populations, sécuriser les populations, sécuriser les frontières. Ce sont là les fonctions régaliennes. Si ces fonctions avancent, se structurent se développent, on peut apporter une contribution technique, une contribution juridique, une contribution d'appui.

Je donne toujours l'exemple partout où je vais, je donne l'exemple de la chaîne pénale mobile. Quand j'étais là en 2008-2012, il n'y avait pas de justice dans les zones de conflit. Les gens à la fin, ils en ont marre, ils attrapent le petit voleur du coin, ils le brûlent vif. Tous les soirs, je lisais dans tel endroit, on a brûlé quelqu'un. Et j'ai dit il faut trouver une solution à cela.

Nous avons à l'époque commencé par dire on n'a pas la justice partout, les juges ne sont pas déployés partout. Comment on fait pour que quand il y a une situation grave, la justice soit disponible ? On a travaillé avec les autorités pour avoir une chaîne pénale mobile qui peut se déplacer. Le tribunal peut aller là où le crime a été commis ou les équipes d'investigation.

On avait mis en place ce qu'on appelle « les cellules d'appui à la poursuite », les procureurs, comment on peut identifier les prisons qu'il faut sécuriser, parce qu'on s'est retrouvé avec des situations où la personne est condamnée à 20 ans, elle rentre en prison, quelqu'un vient ouvrir la prison et elle repart.

Donc, tout l'effort que vous faites ne sert à rien et cela décrédibilise l'Etat, cela décrédibilise le processus. Et puis, les gens sont assurés de l'impunité. Aujourd'hui, cette chaîne fonctionne pratiquement dans toutes les zones de conflit. Et les magistrats congolais, ce sont eux qui mènent cela avec l'appui des internationaux mais c'est eux, c'est leur travail et on continue à apporter cet appui.

C'est comme cela que je vois la stabilisation. C'est d'identifier les secteurs qui peuvent porter, qui peuvent structurer, qui peuvent renforcer l'autorité de l'Etat, mais aussi l'Etat de droit, le respect des droits humains, là on peut jouer un rôle.

Autre chose, le Président de la République a dit qu'il veut respecter les droits humains, qu'il veut renforcer la protection des droits humains, voilà un créneau où on doit l'appuyer. C'est quelque chose sur lequel nous devons nous concentrer pour apporter cet appui-là.

Il y a des priorités par exemple dans les zones où vous avez des groupes armés qui sont devenus menaçants, qui attaquent les populations, etc. Nous devons renforcer notre appui pour aller ensemble et mener des opérations contre ces groupes.

Donc, il y a beaucoup de choses qu'on peut faire ensemble, c'est pour cela qu'il y a cette revue stratégique qui est une opportunité et comme on a aussi cette ouverture et cette possibilité d'échanger, de travailler ensemble, je pense que nous pouvons identifier les priorités en fonction, bien évidemment, de ce qui est prioritaire dans l'action gouvernementale et nous pouvons avancer ensemble pour renforcer les institutions.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 4

Papy Okito/ Echos d'opinion (Goma) : Ma question s'adresse à Mme Zerrougui qui est très sincère aujourd'hui avec nous, je vous en félicite d'abord. Je crois, la MONUSCO va fermer un peu partout dans le pays, quel sera le sort, par exemple, des stations de Radio Okapi dans les zones que vous allez fermer ? Est-ce que vous allez vous concentrer maintenant dans l'est où il y a beaucoup de problèmes, ou le personnel va rester au niveau de Kinshasa ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Merci d'avoir posé cette question, je pense que c'est important parce que d'abord en ce qui concerne Radio Okapi, nous essayons,- nous sommes en train de travailler pour que même si on ferme dans certains endroits,- d'assurer que Radio Okapi continue à émettre. Ça, c'est important parce que je sais que les gens qui écoutent Radio Okapi veulent garder ce lien avec Radio Okapi.

Vous savez Radio Okapi, c'est un peu nous, c'est notre message, c'est notre communication avec les populations et c'est beaucoup de journalistes congolais, c'est un outil congolais parce que ce sont des journalistes congolais qui y travaillent, c'est la majorité écrasante. Et, c'est le message des Nations Unies, c'est le lien entre les Nations Unies et la population congolaise. Donc, nous ferons tout ce que nous pourrons pour garder ce lien.

Comme je l'ai expliqué au début, nous sommes dans une période de coupure budgétaire. Notre présence à l'ouest, on l'a maintenue l'année dernière à cause du fait que nous avons les élections et nous devons être présents partout et il y a avait des tensions sur tout le territoire national. Comme vous le savez, nous avons même recruté des personnes pour la période des élections, ils ont terminé et la majorité écrasante nous ont quittés.

Donc, on a prévu de fermer les antennes qui étaient restées [dans l'ouest] quand on parle de Mbandaka, quand on parle de Matadi, quand on parle de Bandundu, quand on parle du site de Kamina et même de Mbuji-Mayi.

Et puis, on a les trois bureaux, c'est Dungen, c'est Kisangani et Lubumbashi. Donc, nous, qu'est-ce qu'on a dit, bien sûr nous avons reçu l'instruction de réduire notre budget, au début une grosse somme, on nous a dit 200 à 250 millions. En fait on a fait une proposition où on a une réduction de [seulement] 100 millions. Donc, on ne sait pas comment les membres des organes législatifs vont réagir parce qu'on n'a pas été là où on nous a demandé d'aller. Donc on attend de voir. Donc si on doit faire des choix, on doit choisir où on doit rester, où on a le plus besoin de nous. Donc, on a le plus besoin de nous là où il y a les groupes armés, c'est là où on doit être. Et les groupes armés, ils sont où ? Ils sont dans l'Ituri, ils sont dans les Kivu, ils sont dans le Tanganyika, ils sont dans les deux Kasai.

Et c'est pour cela qu'on a dit que c'est là où on doit se concentrer si on est amené à faire des coupes, il faut qu'on se concentre là où on a le plus besoin [de nous]. Comme j'ai dit, on se prépare, les mesures qu'on a prises sont des mesures qui ne seront définitives que lorsque le budget sera endossé.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, c'est lorsque nous aurons ces confirmations que nous allons mettre en œuvre [ce processus]. Il y a des choses qu'on peut mettre en œuvre tout de suite parce qu'on considère qu'on n'a pas de conséquences. On a commencé dans les antennes où on n'a pas de présence militaire, où notre présence était beaucoup plus pour faire le monitoring des élections.

Nous considérons aussi que quelle que soit la situation, la priorité, bien évidemment pour la protection, elle est mentionnée dans la résolution, premier responsable, c'est le Gouvernement, nous sommes en appui. Et donc, là où on peut apporter un appui, on doit renforcer notre présence. Mais comme j'ai dit, on attendra, je ferai une autre explication lorsque le budget sera adopté par le ACABQ [Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies], ce qui va arriver dans les prochains jours.

Question 5

Patricia Panzu/ B-one TV : Madame Zerrougui, lorsque vous avez une nouvelle résolution, c'est une mission que vous recevez du Conseil de sécurité. La précédente résolution était claire : l'accompagnement aux élections, et nous savons tous que la MONUSCO a dans son ADN la protection des civils, mais qu'est-ce qu'on doit exactement retenir de cette nouvelle résolution ? C'est vrai que vous avez évoqué beaucoup de points, on est un peu perdu dans tout cela, mais c'est quoi votre priorité que la population devrait retenir de cette nouvelle résolution ?

Deuxième question, c'est par rapport aux premiers pas du nouveau régime en place, quelle lecture faites-vous de cela ?

Question 6

Albert Omba/ Numerica TV : Madame, vous avez entendu une réclamation du Groupe Etat islamique qui a revendiqué un attentat, est-ce que cela veut dire que la MONUSCO doit revoir sa stratégie dans cette zone ou c'est une façon pour le Gouvernement qui disait, dans le temps, qu'il y avait le Groupe islamique, d'avoir raison ? Quel est le jugement que vous apportez à cette information ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Je commence par répondre à madame, j'ai déjà mentionné que la protection reste la priorité dans notre action et la priorisation de nos moyens, donc cela, c'est ce qui a été par le passé et est toujours là. J'ai mentionné l'importance des opportunités.

Nous avons des groupes armés qui déposent les armes. Pour moi, ça c'est une priorité. Justement on parle des premiers pas du Gouvernement, vous avez dit comment on peut les évaluer, vous avez posé la question. Alors, le Gouvernement, on attend qu'il soit installé. Mais il y a un Président, il y a une équipe autour de lui qui a été nommée. Il a annoncé lui-même des priorités dans son discours inaugural, il s'est adressé à sa population, il est allé à l'extérieur, il est allé sur le terrain, il continue de le faire. Je l'ai rencontré plusieurs fois, j'essaie de voir comment on peut aider toutes les initiatives positives parce

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

qu'on a eu une élection qui n'a pas tourné au drame comme beaucoup le prédisaient, et bien, tant mieux.

Comment on s'assure que ce processus renforce la paix, la démocratisation de la RDC, le renforcement de l'Etat de droit pour que la prochaine fois, dans cinq ans, quand on ira aux élections, on ne va pas encore trembler ? On aura déjà avancé dans la construction de l'Etat, dans la confiance entre les populations. On aura établi la paix. C'est cela le plus important. On a les élections, la population est en attente. On le sent qu'elle attend. Donc, il ne faut pas la décevoir, il ne faut pas attendre trop longtemps, il faut avancer pour consolider ce processus.

L'élection est un moyen, elle n'est pas une fin en soi. L'élection, c'est un moyen que les sociétés modernes ont trouvé. Parce qu'avant, c'était l'héritage : vous êtes président, vous êtes chef coutumier, vous êtes roi, personne ne vous conteste, la population, ce sont vos sujets. Nous sommes dans une autre logique : je suis le détenteur du pouvoir en tant que peuple et je le délègue à travers la représentation. Et donc je le délègue à travers les élections.

Comment on peut – dans toute l'Afrique, on n'a pas encore assimilé cela- on est encore en train de danser entre les deux. Donc, comment on va faire en sorte que justement, aux prochaines élections en RDC, j'espère que nous ne serons plus là et que vous aurez votre élection sans trembler.

C'est cela le travail qu'on doit faire ensemble, le gouvernement, nous-mêmes : [saisir] l'opportunité de la présence d'experts, de gens qui sont là, que vous ne payez pas, que vous ne ramenez pas, que quelqu'un d'autre paye : utilisez les pour qu'on avance dans la consolidation de la paix, de la stabilité et de faire en sorte que la prochaine fois, les choses se passeront normalement.

Donc c'est comme ça que je vois [les choses] : il y a de la volonté chez le Président et son équipe. Ils ont envie de faire quelque chose de positif, il faut les aider. Parce que ça ne suffit pas d'avoir l'intention, encore faut-il avoir les moyens, la volonté, le soutien populaire et tout ça pour légitimer l'action et avancer.

Et je pense qu'on doit tous s'inscrire dans cette démarche. Nous n'avons pas le droit de trahir ceux qui sont en attente aujourd'hui et qui espèrent que les choses... pour eux, ceux qui souffrent, ceux qui ont des groupes armés, ceux qui n'arrivent pas à donner à manger à leurs enfants, ceux qui ont été chassés de leurs villes, ceux qui ont perdu les leurs : on doit leur donner l'espoir qu'en RDC, il y a aussi de la place pour eux et qu'on peut avancer et qu'on peut construire un Congo plus beau qu'avant. C'est ce que vous dites dans votre hymne national !

Alors votre question sur Da'esh, ou ISIS ou l'Etat islamique : oui, nous avons vu cette revendication, nous sommes en train de l'examiner.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Ce qui est sûr, c'est qu'elle est sortie sur un site qui est connu pour faire ce genre de déclaration pour l'Etat islamique. Est-ce que c'est de l'opportunisme ? Est-ce que vraiment ils ont des liens ? Parce que la déclaration est venue deux jours après. Donc on est en train d'examiner, de voir...

On sait nous que l'attaque a été faite par le ADF, d'après les modus operandi et tout ça. Nous sommes en train de vérifier, j'ai envoyé une équipe pour avoir plus d'appréciation. Nous prenons au sérieux ce genre de déclarations. Nous ne les négligeons pas. Et nous considérons que nous devons renforcer la riposte là-bas, nous devons renforcer la surveillance des frontières.

C'est pour cela que je dis : c'est une zone où il faut avoir une stratégie multi-action. Il faut renforcer les frontières, il faut mener des actions militaires, il faut assurer le contrôle de tout ce qui peut alimenter ce genre de choses, c'est-à-dire les mines, c'est-à-dire le trafic illicite.

On travaille sur tout ça, on travaillera avec les autorités et j'espère qu'on aura une réponse beaucoup plus précise mais on prend cela au sérieux et on considère que c'est une menace que nous ne devons pas négliger.

Question 7

Je suis Olivier Kitoga du groupe de presse Vision Shala. Ma première question : depuis que vous êtes à la tête de la MONUSCO, à quelle fréquence vous évaluez les actions de votre organisation dans l'éradication des groupes armés, surtout à l'est de la République ? C'est une question qui coïncide avec la question du collègue de Kinshasa qui a parlé de l'Etat islamique. La deuxième préoccupation, c'est dans le cadre de la résolution 2463. Il y a certainement un point qui parle du retrait responsable et progressif des troupes de la MONUSCO. Je me demande : avez-vous accepté cette option parce que vous êtes convaincue qu'à l'est, ou en République démocratique du Congo, les choses s'améliorent, ou parce que vous avez été contrainte par l'ancien gouvernement qui n'a pas été convaincu par vos résultats sur le terrain ? Merci.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

D'abord, sur mon évaluation de l'équipe que je dirige, je voudrais souligner que tout travail humain est perfectible : le mien et celui de mon équipe. L'essentiel, c'est de faire ce qu'on peut et avec toujours des moyens limités – c'est toujours complexe, c'est toujours difficile parce que vous évoluez dans un Etat, dans un pays souverain, qui a ses institutions, qui a ses priorités...

Je ne veux pas évaluer l'année passée parce que c'est une année où il y avait les tensions électorales, où il y avait des difficultés – les préoccupations étaient tournées vers cette échéance extrêmement importante puisque c'était la première fois que la RDC se retrouvait à organiser des élections seule avec les moyens de l'Etat, où un président ne se présente pas et doit quitter le pouvoir.

C'étaient des défis énormes de mon point de vue et donc, c'est à partir de maintenant que nous devons évaluer notre capacité à appuyer mais aussi à évaluer les vrais problèmes qui existent pour pouvoir

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

concentrer nos efforts là où on peut faire la différence, là où on ne peut pas faire la différence, ce n'est pas la peine de gaspiller de l'énergie.

Il faut voir avec une bonne évaluation entre nous, le gouvernement, les autorités locales, lorsque le gouvernement sera installé, lorsque les gouverneurs commenceront à travailler. Je pense qu'avec une action renforcement de l'état de droit mais aussi une action militaire, [on peut] faire la différence.

C'est à partir de maintenant qu'on va essayer de faire. Pendant toute l'année passée, c'était un peu courir pour éteindre les feux parce qu'on ne pouvait pas avoir une vision à long terme puisque c'était sur les élections que tout était concentré : c'est ça la réalité. Et même ceux qui menaçaient la sécurité, il y en avait beaucoup qui avaient un agenda plus électoral qu'autre chose, même au niveau local. Donc je pense qu'on va voir comment les choses vont évoluer.

S'il y a déjà des groupes armés qui déposent les armes, je pense que ce n'est pas négligeable. Et si nous arrivons à vraiment assumer cette responsabilité de façon positive et arriver à tourner la page du conflit dans certaines zones où les groupes armés ne sont pas structurés et on peut aider à la stabilisation, c'est déjà un grand pas et je serais très fière de dire que j'étais là quand on a tourné cette page dans telle ou telle province de la RDC.

En ce qui concerne la MONUSCO, je répète encore, ce n'est pas moi qui décide du retrait de la MONUSCO. Ce ne sont même pas les Nations Unies, ce sont les Etats membres du Conseil de sécurité, qui eux évaluent. Ils sont venus ici, on les a amenés en pleine période de tension. On les a amenés là où il y a des problèmes. Ce n'est pas moi qui leur explique. Avant de rédiger la résolution ils étaient-là, ils sont partis à Beni, au Tanganyika, à Goma, au Sud-Kivu. Ils ont été partout où il y a des problèmes parce que c'est eux qui décident. Et ils ont fait leur propre évaluation et c'est eux qui ont décidé de donner un mandat de 9 mois avec la stratégie globale.

Ils ont rencontré les autorités, ils ont rencontré les responsables, ils ont été sur le terrain, ils ont parlé à la population, aux FARDC, ils ont rencontré nos militaires. Donc, c'est quelque chose qui a été bien pensé. Ce n'est pas que nous, on fait un petit rapport, on envoie, ça y est, ils vont nous croire, ils décident. C'est beaucoup plus complexe. On est interpellé au quotidien parce que les pays qui mettent de l'argent, les pays qui décident d'envoyer les troupes, les pays qui décident où on doit être déployé, ils doivent s'assurer de l'information qu'ils reçoivent...

L'année dernière comme vous le savez, c'était un rapport chaque mois à cause des élections. Maintenant dans cette résolution, ils ont dit un rapport tous les trois mois. L'année dernière, j'ai briefé entre juillet et fin décembre, 13 fois le Conseil de sécurité. Deux fois par mois, ils ont dit une fois, mais parfois ils m'appelaient deux fois, parfois c'était trois fois par semaine qu'ils demandaient des briefings. Donc ce n'est pas qu'on va juste faire un maquillage, et l'envoyer et ils seront contents et ils seront contents et dire que maintenant on peut partir du Congo, tout va bien.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 8

Harmandine Phola Phola/ CMB Digi TV : Madame, vous menez un plaidoyer pour la représentativité de la femme dans toutes les instances de prise de décision dans notre pays. Et il y a une femme qui se présente comme candidate au poste de président de l'Assemblée nationale. Quelle chance vous donnez à Jeanine Mabunda ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Je pense que ce matin on en a parlé, nous on ne peut que saluer. On a une femme qui se présente au niveau de l'assemblée nationale. C'est une personne que je connais personnellement, j'ai travaillé avec elle, comme vous le savez. J'avais plaidé dans mes vieilles fonctions quand je quittais votre pays et je prenais les fonctions de SRSG pour les enfants et les conflits armés. J'avais plaidé pour qu'on ait un mécanisme pour travailler avec.

Et on a travaillé avec madame Mabunda et on avait delisté les FARDC et je suis fière de dire que ça fait deux ans que les FARDC ont été delistées, ça fait deux ans qu'on n'a pas d'enfants dans les rangs de l'armée congolaise, c'est un effort extraordinaire. Parce que je me rappelle en arrivant, je passais mon temps à me bagarrer avec des chefs qui refusaient de libérer les enfants parce qu'ils disaient ce sont mes soldats. Aujourd'hui, on n'a pas cette chose qui est horrible pour un enfant, c'est de se retrouver dans l'armée et de faire la guerre. L'armée nationale congolaise n'a plus d'enfants dans ses rangs, c'est un travail qu'on a mené avec le bureau de madame Mabunda.

Elle a aussi travaillé sur les violences sexuelles et je dois aussi vous rappeler que quand je suis arrivée ici, les violences sexuelles étaient des violations commises pas par quelqu'un qui profite de son arme ou de sa tenue pour abuser mais souvent c'est une compagnie qui va punir la population en violant les femmes. On n'a plus ça aujourd'hui, on n'a plus de viols massifs commis avec un ordre de commandement de l'armée congolaise. Est-ce vrai ou je mens ? C'est vrai. On a des militaires qui violent, c'est vrai, ils se font arrêter, d'autres ne se font pas arrêter mais on ne peut pas dire qu'il y a un commandement militaire qui prend une compagnie qui va dans un village et viole les femmes comme on en avait en 2008-2009 à Fizi, Baraka, Walikale. On a plus ça, ce sont des progrès ça.

Mais bien sûr, on ne le voit pas parce que on est toujours focalisé sur ce qui ne va pas encore mais c'est des progrès, l'armée congolaise ne recrute plus d'enfants, ce n'est pas rien ça. Et j'ai plaidé avec le président actuel pour dire que nous devons garder le bureau. Même si on change le représentant du président, c'est important d'avoir ce mécanisme-là parce qu'il faut continuer à renforcer la protection des femmes et des enfants dans un contexte de conflit et d'avoir une réponse institutionnelle au plus haut niveau, des personnes compétentes, qui ont des connexions à New York, qui ont travaillé au niveau international, qui ont la capacité de former.

Donc, moi je ne peux qu'appuyer, et bien sûr la décision sera prise par les Congolais. On travaillera avec Mabunda dans ses nouvelles fonctions si elle est désignée comme présidente de l'Assemblée, on travaillera avec la personne qui sera choisie, que ce soit elle que ce soit quelqu'un d'autre.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 9

Florence Morice/ RFI : Mme Zerrougui, vous insistez sur l'impatience et les attentes de la population. Est-ce que vous n'êtes pas inquiète de voir que trois mois après l'investiture de Félix Tshisekedi, les discussions sur le Premier ministre sont dans l'impasse et qu'est-ce que vous recommandez pour sortir de cette impasse ?

Vous insistez aussi, vous vous félicitez des redditions auxquelles on assiste depuis cette investiture mais en même temps on sait que les programmes de DDR n'ont pas fonctionné. Qu'est-ce que vous comptez faire ? La RDC vous demande de venir les appuyer, qu'est-ce que vous attendez concrètement des Congolais pour répondre à ces redditions et quel appui vous comptez réellement apporter ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :
D'abord, je pense que nous attendons, nous espérons, je le dis, je le répète nous attendons d'avoir un gouvernement, d'avoir un chef de gouvernement désigné et un gouvernement qui sera mis en place. Je soulève cette question chaque fois que j'ai l'opportunité et j'espère qu'avec l'installation du bureau de l'Assemblée cette semaine, d'ici demain si on a le président et le bureau de l'Assemblée, peut être que ça va faciliter les choses.

Vous savez c'est un processus difficile douloureux, comme j'ai dit, c'est la première fois que les gens vivent cela. Donc je demande à la population de rester unie et solidaire, j'espère que cette semaine on aura un dénouement. Parce qu'il y avait tout le processus électoral, il y avait des mécanismes législatifs et provinciaux, j'espère que cela va aboutir, je pense que l'importance d'avoir un gouvernement le plus tôt possible est nécessaire pour avancer. Les efforts ont été fournis pour organiser ces élections, les efforts ont été fournis pour avancer, pour construire la paix. J'appelle tout le monde à mesurer l'importance de ce qui a été fait, de ne pas gaspiller cet acquis.

Parce que comme vous le savez par le passé, il y a eu des élections et puis, un an, un an et demi on a encore un conflit, on a encore des groupes armés qui surgissent. Donc il faut aussi tirer les leçons du passé 2006-2008, 2011-2013. Il faut travailler pour ne pas nous retrouver dans une situation où dans une année et demi ou dans deux ans, on va encore se retrouver dans une situation de conflit.

C'est important que ce processus-là construise la paix et tout le monde s'inscrit dedans. Les gens qui ne veulent pas s'inscrire dans le processus de construction de l'Etat doivent aussi être identifiés et marginalisés parce qu'on n'a pas le droit de se tromper, on n'a pas le droit de gaspiller tout cet effort, on n'a pas le droit de gaspiller cet acquis qu'on a eu. Donc c'est comme cela que je fais, je fais toujours mon plaidoyer, mes bons offices, j'essaie d'aider à ce que ce processus avance.

En ce qui concerne le DDR, j'ai déjà mentionné, nous on travaille, on se prépare, j'organise des réunions, je suis contente que j'ai maintenant des interlocuteurs. On a le point focal qui sera le responsable du DDR nommé par le Président et puis on a le coordonnateur régional. Ce sont les deux

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

autorités importantes. Nous attendons le gouvernement parce qu'en fin de compte on ne peut pas mener un processus de DDR si les ministères concernés ne sont pas impliqués pour avancer.

Mais entretemps, nous sommes en train de travailler, nous faisons le plaidoyer et nous avons déjà contacté la Banque mondiale et notre PBF [Fonds de consolidation de la paix] des Nations Unies. Nous sommes en train de travailler avec les partenaires, nous faisons le plaidoyer et en même temps nous préparons des stratégies qu'on va proposer au gouvernement pour pouvoir avancer.

Comme je l'ai dit, pour moi, on peut avoir des priorités là où c'est plus facile d'aller. Et je pense par exemple au processus de l'Ituri où on a bien avancé dans la préparation de la reddition des FRPI. Ça c'est quelque chose où il y a déjà des fonds, des programmes, des CVR [Réduction de la violence communautaire], donc c'est un travail qu'on peut avancer. Dans le Kasai, on peut aussi avancer, dans le Tanganyika. Pour moi, si on peut avoir une vision très claire et on commence à travailler, on peut avancer très vite par rapport à ces quatre provinces.

Question 10

Alain Wandimoyi/ Journaliste indépendant (Goma) : La recrudescence des groupes armés est observée ici à l'est notamment à Nyabiondo et à Kashebere. Du coup lorsque la MONUSCO ferme ses bases, les groupes armés reprennent là où il y avait des bases, je prends le cas de Nyabiondo. Alors, avec cette réduction, quelle est la stratégie nouvelle pour faire face à cette recrudescence aujourd'hui à Nyabiondo qui devient un terrain de combat entre les deux groupes armés qui étaient actifs dans cette zone ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] : D'abord je pense que toute la stratégie de brigade de déploiement rapide, toute la vision de la flexibilité et aussi de la mobilité des troupes, c'est de permettre qu'on puisse réagir lorsqu'une situation se présente sans nécessairement être tout le temps basés et présents. Aujourd'hui nous avons 16 milles troupes, 16 milles pour un territoire aussi grand que le Congo, ce n'est pas évident.

Donc, il faut avoir des stratégies d'être présents là où on peut agir. Mais la meilleure protection c'est quoi ? La meilleure protection c'est de trouver des solutions pour que ces groupes armés cessent d'abuser de la population. C'est de pouvoir déployer les FARDC, la police, la justice et c'est ce travail qui va pérenniser la protection. La protection est pérennisée lorsque, comme je disais tout à l'heure, les fonctions régaliennes de l'Etat sont présentes là où on a besoin d'elles.

Donc nous sommes en train de travailler, la Force est en train de mettre sur pied tout un plan pour s'assurer que là où on aura le plus besoin de nous, on sera présent, mais on coordonne avec les FARDC pour s'assurer que là où nous ne pouvons être présents, on s'assure qu'elles sont présentes. Vous avez vu par exemple pour Minembwe, nous étions là-bas mais on a travaillé avec les FARDC pour déployer, je crois que c'était presque deux compagnies, pour rester en permanence dans cette zone et on avait travaillé avec la population pour préparer la réconciliation entre des communautés qui sont en conflit.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

On a fait la même chose par exemple lorsqu'on est parti à Yumbi. A Yumbi, on est partis parce qu'on avait besoin de nous, ils devaient revenir parce qu'un détachement temporaire, c'est pour 15 jours, je leur ai demandé de rester, ils sont revenus pour les élections, aujourd'hui ils sont rentrés, on a terminé, les FARDC sont là-bas.

A Kamako, ils devaient fermer, je leur ai dit de ne pas fermer, j'ai demandé qu'ils restent encore, ça fait un an qu'ils sont là-bas et on a demandé qu'ils restent encore parce que les humanitaires ont dit qu'ils ont besoin de cette présence pour assurer justement l'acheminement de toutes les personnes qui viennent de l'Angola, les migrants qui rentrent. Si à Nyabiondo c'est nécessaire, si on estime qu'on doit redéployer, on le fera, on est en train de faire l'évaluation. J'espère que j'ai répondu à la question.

Question 11

Nicaise Muzany/ Afriquechos.ch : Vous êtes juriste madame, à vous entendre parler vous avez souligné que la population congolaise a des attentes après les élections mais parmi ces attentes, vous connaissez certainement la valeur de la justice, de la réparation et de la réconciliation. Vous avez échangé avec le président Kabila qui est parti, maintenant vous échangez avec l'actuel, Félix Tshisekedi. Est-ce que vous avez mis ces points de la justice, réparation, réconciliation à table lorsque vous échangez car parmi ces Congolais qui attendent la main sur la joue, il y en a qui pleurent parce qu'ils voient encore leurs bourreaux circuler et ils sont revenus dans les institutions qui sont en train de se mettre en place.

Question 12

Lambert Lambe/Emergence Plus : On parle plus de l'est du pays, de Goma, Bukavu sur le plan sécuritaire mais on oublie souvent la ville de Kinshasa. Lorsque vous faites une évaluation ou une enquête à Kinshasa, il y a au moins 8 personnes par semaines qui sont assassinées par le phénomène Kuluna et autres. Avant, dans le temps, la MONUSCO avait l'habitude d'organiser des patrouilles pour justement aider les communes périphériques.

Aujourd'hui, quelle est la politique avec le nouveau mandat, la nouvelle résolution que vous allez mettre en place pour aider la ville de Kinshasa parce que la police nationale à elle seule n'arrive pas à sécuriser certaines communes. Et je vous ai dit tout à l'heure si vous faites une évaluation sur terrain vous allez voir que chaque semaine, il n'y a pas moins de 8 personnes qui sont assassinées.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Donc elles sont un peu liées les deux questions. Je crois que je dois me contrôler parce que je suis toujours enclin à parler de la justice. C'est quand même mon domaine, je suis magistrate, j'ai passé toute ma vie à faire cela. Mais aussi parce que je crois personnellement qu'on ne peut pas tourner la page d'un conflit, d'une souffrance aussi lourde si on n'a pas rendu justice aux gens. Rendre justice ne veut pas dire simplement il faut arrêter les gens et les juger. Il y a beaucoup de choses qu'on doit faire, pas seulement cela, mais c'est important aussi. Je pense que je n'ai même pas besoin de dire ça, bien

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

sûr j'en parle, mais je pense qu'il y a aussi une volonté de la part des autorités de veiller comme je dis à ce qu'il n'y ait pas d'impunité.

Vous avez vu les réactions à chaque fois qu'il y a eu un incident, le Président en personne s'est impliqué. Vous vous souvenez de ce qui s'est passé à Lubumbashi où vous avez un policier qui a été tué. Avec cela, on a jugé les policiers, ils ont été condamnés à des lourdes peines, 15 ans. Il y a eu d'autres incidents où le gouvernement a réagi de façon très forte par rapport à ça.

Le président lui-même dit qu'il n'est pas question qu'on laisse les abus sans sanction. Donc, il y a la volonté politique. Après la volonté politique, il faut la mettre en application et c'est là notre rôle quand je dis l'appui technique à la stabilisation, au renforcement des institutions.

Pour moi, la justice est une des institutions clés dans le renforcement de l'état de droit. C'est important, c'est essentiel, c'est fondamental. Et c'est pour cela, je vous ai dit quand j'étais arrivée en 2008 personne ne faisait le lien entre renforcer la justice, c'était considéré comme une question de développement. C'est moi qui me suis battue pour dire que c'est une question de paix et sécurité. Et on a dit, on appuie la justice militaire parce que c'est elle qui est compétente pour les hommes armés, pour les militaires, les policiers, pour les groupes armés.

Avant, quand on parlait de l'appui à la justice, c'était considéré comme un programme de développement, c'est post-conflit et c'est à la justice civile. C'est ici dans cette Mission qu'on a imposé l'appui à la justice militaire comme une des priorités pour renforcer la paix et la sécurité, pour donner justement cette réponse contre les abus qui peuvent être commis par les hommes en uniformes. La même chose pour la justice civile, je pense qu'il y a un travail important à faire.

Claude Ibalanky quand il est venu, le nouveau coordonnateur qui a été nommé, qu'est-ce qu'il a dit, il a dit qu'ils veulent organiser une conférence annuelle pour la réconciliation. Et cette conférence il a dit que je ne veux pas que ce soit un évènement. Je veux que chaque année on l'organise et on doit préparer où on doit l'organiser, dans quelle partie de la RDC. C'est pour cela j'ai dit, ils ont une vision et il faut les aider. On veut créer cet évènement de réconciliation là où on en a besoin et travailler sur la justice, sur la réconciliation, sur le développement, le programme économique, c'est une vision holistique.

Vous ne pouvez pas régler des problèmes qui se sont incrustés des années et des années, si vous ne prenez pas une vision globale et vous ramenez cette approche globale à s'attaquer à tous les problèmes en même temps qu'est-ce qu'on peut faire au développement, qu'est-ce qu'on peut faire entre communautés qui se sont toujours fait la guerre, comment on peut assurer la stabilisation des gens sur leurs terres, comment on sanctionne ceux qui viennent déranger les processus qui avancent, comment on peut revenir sur le passé et panser les blessures.

C'est un travail qui ne peut pas se faire comme ça. C'est comme quelqu'un qui construit sa maison, il n'a pas beaucoup d'argent, il ne peut pas du jour au lendemain, ramener une grande entreprise et il dit allez monter moi 3 étages. Il va commencer par creuser pour la fondation, après je vais faire là, donc

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

au début les gens ne voient pas qu'il est en train de construire. Parce que ça ne se voit pas, parce qu'on est dans les petites choses qui sont dans le creux, elles ne sont pas visibles. Le jour où ça commence à sortir, c'est là que les gens vont voir. Les gens sont impatients mais l'essentiel c'est de dire est-ce qu'on est en train de faire les fondations, est-ce qu'on a commencé à creuser pour mettre les premiers piliers ? Si on fait cela, on avance.

Pour Kinshasa, vous savez qu'il y a eu une contestation de ces patrouilles à Kinshasa où on a dit qu'il n'y a pas de conflit, il n'y a pas de raison pour que les militaires de la Mission se baladent dans [la ville]. Donc, j'ai pris la décision de retirer nos gens, de leur dire de ne plus sortir dans Kinshasa, de les garder comme une force de réserve à déployer là où on a besoin d'eux. C'est comme ça qu'on les a envoyés à Yumbi, au Bandundu.

Donc, on est sur les questions sécuritaires qui sont dans le mandat mais on discutera de cela avec les autorités si on peut faire quelque chose pour appuyer la police parce que là c'est un travail de police, ce n'est pas un travail militaire, c'est un travail de police, de justice. Là aussi on est là pour appuyer, s'il y a quelque chose à faire, on le fera.

Vous savez que même la police qui était [basée] à Kinshasa, j'ai envoyé une bonne partie à Beni et Butembo parce qu'il fallait sécuriser la riposte contre Ebola. Donc, ils reviendront une fois que la situation se stabilise, mais je prends note de ce que vous avez dit et je verrais ce qu'on peut faire sur cette question.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Cela fait une heure et quart que nous sommes ensemble, donc je pense que c'est le moment de mettre un terme à cette conférence de presse. Merci à Bukavu, merci à Goma de vous être joint à nous aujourd'hui, et je vous retrouve avec les collègues de l'équipe de pays le 8 mai prochain.

Leila Zerrougui : J'espère qu'on aura l'opportunité de se parler, on le fera de façon régulière de venir moi-même de temps en temps vous parler, malheureusement j'étais très prise avec la situation passée, j'espère que ce ne sera plus le cas, merci beaucoup d'avoir été là.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28